

par le Canada à l'Afrique par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) se chiffrera à environ 900 millions \$, soit environ 40 % du budget total de l'ACDI. Ce montant englobe l'ensemble des contributions et des programmes de l'ACDI et comprend par conséquent les programmes bilatéraux (380 millions \$), l'aide alimentaire (135 millions \$), les contributions des organisations non gouvernementales (90 millions \$) ainsi que les contributions faites aux diverses organisations multilatérales comme le Groupe de la Banque mondiale (107 millions \$) ou la Banque africaine de développement (72 millions \$). La contribution de 900 millions \$ du Canada à l'Afrique comprend en outre des subventions à des organisations canadiennes comme le Centre de recherches pour le développement international (16 millions \$) et la Société Petro-Canada pour l'assistance internationale (27 millions \$).

### Le Canada et le Sahel

Le Sahel est au nombre des régions d'Afrique où des Canadiens oeuvrent à la réalisation de projets de développement. Les huit pays de cette région (le Tchad, le Niger, le Cap-Vert, le Mali, Burkina Faso, le Sénégal, la Mauritanie et la Gambie) pratiquent une agriculture de subsistance; il s'agit essentiellement d'économies enclavées (à l'exception du Sénégal et du Cap-Vert) dont l'écologie fragile est menacée par une diminution des précipitations, qui deviennent de plus en plus irrégulières. Ces pays comptent parmi les plus pauvres au monde et leurs 33 millions d'habitants (le taux de croissance démographique est de 3 % par année) ont un revenu annuel moyen de 250 \$US. Comme les trois quarts de la population vivent d'agriculture pluviale et d'élevage en pâturages, les sécheresses de 1974-1975 et 1983-1984 ont eu des répercussions particulièrement désastreuses.

En général, ces pays ont une infrastructure matérielle déficiente (il y a au Tchad moins de 50 milles de routes pavées) et une pénurie de travailleurs qualifiés. Le gros de leur trafic doit être acheminé à grands frais via d'autres pays. L'aide représente en moyenne 16 % du PNB régional, et elle équivaut à peu près au commerce des marchandises de la région. Les exportations sont essentiellement constituées de produits agricoles et de certains minéraux, mais elles ne représentent qu'environ 60 % des importations. Pour les années 1986 à 1990, le service annuel de la dette (après rééchelonnement) représentera plus de 20 % des recettes d'exportation.

La plupart des pays du Sahel entreprennent d'importantes réformes institutionnelles et économiques. Quatre d'entre eux ont conclu des accords de confirmation avec le FMI et six ont recours au Fonds spécial d'aide de la Banque mondiale. La plupart s'appliquent surtout à réduire leurs